



Membre de l'Union
syndicale
Solidaires

**QUAND LES INSTANCES DE L'ÉTAT TRAHISSENT
LEURS ENGAGEMENTS,
LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX, PAR LA VOIX
DE SES PSYCHOLOGUES, SE RAPPELLE À ELLES !**

Depuis des années les acteurs de l'accompagnement de l'enfance et de l'adolescence, signalent la progression galopante du « malaise dans la civilisation » inversement proportionnelle aux moyens déployés pour y faire face. Et la pandémie de COVID n'a plus permis l'évitement de la question de la souffrance psychique dans la population. Mais les moyens ne sont toujours pas au rendez-vous et le rouleau compresseur « validiste » toujours en marche derrière la préoccupation évaluative des instances de soins et le discours bienveillant de l'inclusion.

Le 20 juin 2023

LE PIÈGE DU TOUT INCLUSIF?

Pour rappel si l'inclusion est l'action d'intégrer une personne, un groupe, de mettre fin à leur exclusion, elle désigne aussi un insecte, fleur, petit objet quelconque conservé dans un bloc de matière plastique transparente. Du sujet libre de pensée et de mouvement à l'individu soumis à la paralysie de l'injonction adaptative, il n'y a qu'un pas que nous franchissons malheureusement régulièrement.

Car si l'OMS rappelle dans son rapport de 2022 que « *En matière de santé mentale, les causes et les besoins se rapportent à différents secteurs, il est donc essentiel que les lois et les politiques destinées à l'améliorer s'adressent à tous les secteurs* », force est de constater que le regard reste pour nos gouvernements, médico-centrés et hors sol.

Les enfants sont évalués, classés, étiquetés et médicamenteux (CF le dernier rapport du Haut

conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'âge), mais peu envisagés dans leur contexte de vie familiale et sociale. Il est même question dans le dernier rapport de la Cour des comptes sur la pédopsychiatrie de modifier les missions des psychologues de l'Education Nationale pour « *mieux répondre au parcours de soin* ». C'est vraiment méconnaître leur travail et leur importance.

L'évaluation se fait au détriment de l'accueil, de l'écoute bref du soin au prétexte d'un souci « pseudo médical et préventif » décontextualisé. Les décisions sont prises en haut lieu et les orientations sociales et médico-sociales désormais données par des instances administratives toutes-puissantes. Elles répondent à des principes budgétaires et non aux besoins de l'enfant pourtant bien connus des professionnel·les de terrain qu'on n'écoute plus mais à qui on demande toujours plus.

COMMISSION
PSY



Et les recommandations mondiales parlent de la nécessité de « personnels compétents et motivés » ?!!!

OÙ SONT LES BESOINS DES ENFANTS ?

L'état lui-même, dans ses dernières orientations de fermetures de lieux d'accueil et de soin, ne garantit plus le « *libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre d'une admission au sein d'un établissement spécialisé* ». Cette garantie est inscrite dans la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

L'Etat décide ce qui est bon, et ce qui est bon est ce qui se compte. Alors on crée des plateformes d'orientation, des centrales d'appels et de l'e-santé, là où la population réclame du lien social.

L'OMS le répète, la petite enfance, l'enfance et l'adolescence sont des périodes de grande vulnérabilité. Elle préconise de « créer des environnements favorables à la santé mentale ». Le *all-inclusive* (psychostimulant compris), environnement favorable à la santé mentale ?

De qui se moque-t-on ? Nous refusons ce voyage low-cost vers un parcours de soin où la réflexion déontologique n'a plus sa place, où le discours empathique du management bienveillant prend le pas sur la complexité de l'être humain pris dans ses effets de filiations et d'affiliations.

Nous refusons le tout évaluatif chez les enfants et les adolescents. Cette orientation masque difficilement la politique délétère du gouvernement autour du soin psychique. Nous refusons de porter individuellement et collectivement le poids des déviances institutionnelles.

SUD Santé-Sociaux avec le collectif unitaire Printemps de la Psychiatrie, auquel il participe, le répète : le soin n'est pas marchandable, la relation humaine encore moins.

SUD SANTÉ SOCIAUX REVENDIQUE :

- ✗ L'accueil inconditionnel des enfants et des adolescent·es dans des établissements adaptés,
- ✗ Le refus de la normalisation des prises en charges,
- ✗ La pluralité des approches thérapeutiques dans la prise en charge des enfants et des adolescent·es,
- ✗ L'augmentation du nombre de places pour les enfants et adolescent·es dans les établissements spécialisés du médico-social et du sanitaire,
- ✗ L'augmentation des effectifs des professionnel·les de ces établissements,
- ✗ L'ouverture de nouveaux établissements et services relevant du service public,
- ✗ Une reconnaissance et une revalorisation salariale pour toutes les acteur·rices impliqué·es dans l'accompagnement si important et si exigeant des enfants et jeunes en situation de vulnérabilité.

